



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

DCE n° 2025/0982/EdA-DA

*Prestation de remplacement de groupes frigorifiques
Au profit du PAUI de Djibouti*

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

ANNEXES :

- Annexe 1 – PAUI Djibouti _ dossier technique
- Annexe 2 – Planning d'intervention
- Annexe 3 – Plan d'implantation

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES.....	4
1.1 OBJET DE L’ACCORD-CADRE	4
1.2 PARTIES CONTRACTANTES	4
1.3 FORME, NATURE ET DUREE DE L’ACCORD-CADRE.....	4
1.4 PRESTATIONS ATTENDUES.....	5
1.5 CLAUSE DE REEXAMEN	5
1.6 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	5
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES.....	6
2.1 PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	6
2.2 EXHAUSTIVITE DES PIECES.....	6
ARTICLE 3– PRIX DU MARCHE	6
3.1 FORME ET NATURE DES PRIX.....	6
ARTICLE 4 – DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES PARTIES	7
4.1 OBLIGATION DE RESULTAT	7
4.2 OBLIGATION DE CONSEIL ET D’INFORMATION	8
4.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVES A LA CONFIDENTIALITE ET AUX DONNEES PERSONNELLES	8
4.3.1 Confidentialité.....	8
4.3.2 Données personnelles.....	8
4.4 ASSURANCE.....	9
4.5 PREVENTION ET SECURITE	9
4.5.1 Mesures de sécurité et de sureté.....	9
4.5.2 Prévention et sécurité des personnels.....	9
4.6 DROITS ET OBLIGATIONS DE L’ACHETEUR.....	10
ARTICLE 5 – GARANTIE ET SAV	10
ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 7 – MODALITES D’EXECUTION	11
7.1 FOURNITURES OU PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	11
7.2 EMISSION DU BON DE COMMANDE	11
7.3 PREPARATION ET SUIVI D’EXECUTION	11
7.3.1 Phase préparatoire.....	12
7.3.2 Planning d’intervention.....	12
7.3.3 Vérification et admission des prestations	12
7.4 ANNULATION	12
7.5 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	13
ARTICLE 8 – FACTURATION ET AUTRES MODALITES FINANCIERES.....	13
8.1 FACTURATION	13
8.2 DELAIS DE PAIEMENT.....	13
8.3 MODALITES DE PAIEMENT.....	14
8.4 INTERETS MORATOIRES.....	14
8.5 NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE.....	14
ARTICLE 9 – PENALITES	14
9.1 PENALITE POUR RETARD OU MANQUEMENT	14
9.2 PENALITE POUR NON-RESPECT DES DISPOSITIONS DES PIECES DU MARCHE	15
ARTICLE 10 – RESILIATION	15

10.1 RESILIATION D’UN COMMUN ACCORD DES PARTIES.....	15
10.2 RESILIATION PAR L’ACHETEUR	15
10.3 RESILIATION EN CAS DE FORCE MAJEURE.....	16
ARTICLE 11 – LITIGES ET DIFFERENDS.....	16
ARTICLE 12 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le présent marché est établi par référence :

- au Code de la Commande Publique et notamment l'article R2122-3 ;
- à l'arrêté du 30/03/2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- A la section 6 du Code de l'environnement et notamment les articles R543-75 à 123 relatifs aux fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques.

Ces textes sont disponibles sur le portail internet « Légifrance » : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet le remplacement des groupes frigorifiques de sept (7) chambres froides installées sur le site de la base aérienne (BA) 188 « Colonel Massart » à Djibouti.

Code CPV : 51111000-3 Services d'installation de moteurs électriques, de générateurs et de transformateurs.

Le présent CCP et ses annexes 1 à 3 définissent l'ensemble des prestations attendues, ainsi que les conditions selon lesquelles le titulaire assure leur exécution. Le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de l'accord-cadre à bons de commande.

1.2 Parties contractantes

L'accord-cadre est passé entre :

✎ d'une part, l'Econamat des Armées (EdA) en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « l'acheteur » ;

✎ d'autre part, l'entreprise dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

1.3 Forme, nature et durée de l'accord-cadre

Il s'agit d'un marché de services passé selon une procédure adaptée (MAPA) en application de l'article L2323-1 du Code de la Commande Publique.

La procédure vise à passer un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum garanti, avec un montant estimé à 100 000 € HT sur la durée totale du marché, et un montant maximum dans la limite du seuil des procédures formalisées, soit 221 000 € HT.

Ce montant de dépense maximum possible est à distinguer d'une estimation budgétaire globale du Marché.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification et se termine à la réalisation complète des prestations, période de garantie comprise, sans possibilité de reconduction.

Le début d'exécution des prestations est conditionné à la passation d'un bon de commande.

1.4 Prestations attendues

La prestation concerne le remplacement de sept (7) groupes frigorifiques des chambres froides situées dans les locaux du PAUI géré par les Forces Françaises de Djibouti (FFDJ).

La prestation complète consiste en :

- la dépose des sept (7) groupes frigorifiques existants y compris la vidange, la récupération et l'évacuation des fluides frigorigènes présents dans les équipements, conformément aux exigences du code de l'environnement ;
- la mise à disposition des anciens groupes pour évacuation par les services techniques du PAUI ;
- l'installation et la mise en service des groupes neufs mis à disposition par la FFDJ ;
- la réalisation des opérations préalable à la réception /vérification des prestations ;
- Selon les besoins, la formation et l'assistance technique auprès des équipes sur site, pour la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive par la FFDJ selon les préconisations du constructeur.

Les étapes prévues sont listées à titre indicatif dans le planning prévisionnel d'intervention en annexe 2 du présent document.

Un dossier technique (annexe 1 du CCP) détaille les informations nécessaires à la réalisation de la prestation (plan d'accès, descriptifs des équipements, photos, coupes, croquis ...) et précise la liste des pièces et accessoires mis à disposition par le bénéficiaire pour la réalisation des travaux.

Un plan d'implantation des équipements à remplacer est fourni en annexe 3 du présent document.

1.5 Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ prestations supplémentaires de fournitures ou de services en vertu de l'article R2194-2 et R2194-5 ;
- ✓ intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent accord-cadre ;
- ✓ ajustement de la durée de l'accord-cadre ou des coûts des prestations, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation;
- ✓ augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de l'accord-cadre est supérieur à 50 % du montant maximum global de l'accord-cadre.

Il est entendu que les modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'un acte modificatif émis par l'EdA et est notifié au titulaire par tout moyen permettant d'attester de sa bonne réception.

1.6 Prestations supplémentaires ou modificatives

En application de l'article 23 du CCAG-FCS, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou acceptation des modifications qu'il propose.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

2.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Conformément à l'article 4 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services 2021 (CCAG-FCS 2021), l'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

a. Les pièces particulières

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCP) et ses annexes ;
- L'offre technique et commerciale fournie par le titulaire au titre de l'accord-cadre ;
- Les éventuelles modifications au marché, signées des deux parties ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original ; elles sont conservées dans les archives de l'acheteur et font seules foi.

- Les bons de commande.

b. Les pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS-arrêté du 30 mars 2021) ;
- les normes professionnelles en vigueur à la date de notification, prévues dans le cadre du règlement du travail lié au présent accord-cadre ;
- la législation et la réglementation en vigueur pour les prestations objet de l'accord-cadre ;
- les pratiques et coutumes de la profession.

Les accords-cadres sont régis par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif aux accords-cadres doit être rédigé en langue française.

2.2 Exhaustivité des pièces

L'accord-cadre, constitué des documents contractuels définis précédemment, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Leurs dispositions prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le(s) titulaire(s) préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, les documents commerciaux, etc.

ARTICLE 3– PRIX DU MARCHÉ

3.1 Forme et nature des prix

Les prix et les taux de remises applicables au titre de l'accord-cadre sont mentionnées dans l'offre du titulaire.

Les prix, exprimés en euros HT et TTC franco France métropole, sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres indiquées à l'acte d'engagement.

Ils sont mixtes :

- Unitaires pour les matériels et fournitures ;
- Forfaitaires pour les prestations de service.

Ils comprennent notamment :

- l'ensemble des exigences décrites dans les pièces constitutives de l'accord-cadre ;
- tous les frais généraux ainsi que ceux nécessaires à la complète et parfaite réalisation des prestations ;
- les frais d'encadrement ;
- les frais de déplacement ;
- toutes les charges sociales, fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture et la prestation ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont fermes, non révisables, unitaires et/ou forfaitaires, selon les prestations concernées.

ARTICLE 4 – DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dès lors que le marché lui est notifié et ce, pour toute la durée de l'accord-cadre qui en résulte. Ce résultat est défini dans le présent CCP et ses annexes.

A ce titre le titulaire :

- est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux prestations objet de l'accord-cadre. Ces mesures sont susceptibles de faire l'objet de contrôles et de demandes de mise en conformité de la part de l'acheteur ;
- reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations ;
- exécute l'ensemble des prestations dans leur intégralité, de manière soignée, avec compétence et de manière continue conformément à la réglementation en vigueur et aux règles et usages de la profession ;
- respecte les délais et les prix indiqués dans son offre ;
- s'engage à maintenir le niveau de prestation indiqué dans son offre, le niveau de qualification des agents intervenant sur le site ainsi que la périodicité des formations dispensées à son personnel. Les habilitations réglementaires de son personnel doivent être transmises à l'acheteur à chaque renouvellement de celles-ci ;
- désigne dans son offre, pour toute la durée de l'accord-cadre, un responsable (interlocuteur unique de l'acheteur pour toute question relative à l'exécution de l'accord-cadre) qui suit et coordonne l'action des différents intervenants et le représente face à l'acheteur. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- informe au plus tôt l'EdA de tout empêchement afin qu'une solution palliative puisse être conjointement trouvée. Il est force de proposition et s'engage à mettre en œuvre tous les

moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants initiaux annexés à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

A défaut d'alerte, en cas de dysfonctionnement impactant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'expose aux pénalités décrites à l'article 9.

4.2 Obligation de conseil et d'information

En sa qualité de professionnel, le titulaire exerce son obligation de conseil et d'information auprès du pouvoir adjudicateur. Il l'informe à ce titre et sans retard de toute difficulté qu'il rencontrerait dans le cadre de l'exécution du marché et prend ou préconise toute mesure utile pour y remédier dans les meilleurs délais.

Ce devoir de conseil et d'information est formel et fondé sur la production, dès la survenance de toute difficulté, d'une note écrite qui décrit les risques et propose des actions pour les réduire. Cette obligation fait partie intégrante des prestations issues de l'exécution du marché et ne donnera pas lieu à facturation complémentaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de leurs obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation et, de ce fait, conduisant à la réduction des coûts.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui leur paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.3 Obligations du titulaire relatives à la confidentialité et aux données personnelles

4.3.1 Confidentialité

Le titulaire considère comme strictement confidentiel tout document, toute information ayant trait aux pratiques de l'EdA, à ses clients ou toute donnée dont il peut avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Réciproquement, l'EdA s'engage à la confidentialité du prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés comme de lui-même. Le titulaire est tenu de respecter cette confidentialité conformément à l'article 5.1 du CCAG/FCS sous peine de sanctions.

4.3.2 Données personnelles

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à ne traiter les données personnelles que conformément aux finalités qui ont justifié sa communication par l'EdA. Le titulaire s'interdit notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

Le titulaire s'assure en outre que les données à caractère personnel ne fassent l'objet d'aucune opération de la part d'un prestataire sous-traitant ou d'une personne agissant sous son autorité, autres que celles prévues dans le présent accord-cadre.

Les données à caractère personnel traitées en exécution du présent accord-cadre ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus au présent accord-cadre ou de ceux prévus par une disposition légale ou réglementaire. En tout état de cause, le titulaire ne peut divulguer

des tiers les données à caractère personnel dont il a accès dans le cadre du présent accord-cadre, sans autorisation préalable de l'acheteur.

Le titulaire met en place des procédures assurant que les tiers autorisés à accéder aux données à caractère personnel respectent et préservent la confidentialité et la sécurité desdites données. Il s'assure en outre que ces données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent accord-cadre et se porte-fort du respect de cette obligation par son ou ses prestataires.

4.4 Assurance

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation.

A la demande du pouvoir adjudicateur, à tout moment durant l'exécution du marché, il est tenu de produire dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et la période de validité, sous peine de résiliation du marché.

4.5 Prévention et sécurité

4.5.1 Mesures de sécurité et de sûreté

Compte tenu du contexte sécuritaire national et international, le Ministère des Armées doit se prémunir contre les actes de malveillance, la criminalité, le terrorisme et les actes violents envers les agents militaires et civils. **Aussi, l'ensemble des personnels du titulaire qui interviennent dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, fait l'objet d'une enquête administrative préalable telle que définie dans le code de la sécurité intérieure.**

Le personnel doit se conformer aux règles et consignes de sécurité en vigueur sur les sites et se soumettre à tout contrôle d'entrée et de sortie par le poste de sécurité.

Pour chaque site relevant du ministère des Armées, l'attention du titulaire est attirée sur la réglementation spécifique, les contraintes et obligations inhérentes à l'exécution de prestations dans des enceintes militaires. Des contraintes opérationnelles, des conditions restrictives d'accès (agrément) et de circulation sont notamment de nature à influencer sur les conditions d'exécution du marché subséquent.

En cas d'alerte quelle que soit sa nature (exercice ou effective), le personnel de l'entreprise peut être appelé à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents. De même, l'accès à certaines zones peut leur être temporairement interdit.

L'inexécution, pendant les alertes, des tâches contractuelles définies dans le cahier des charges ne fait courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire.

Les prestations sont exécutées par le personnel du titulaire sous sa direction. L'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement immédiat du personnel ne satisfaisant pas aux critères de sécurité.

4.5.2 Prévention et sécurité des personnels

Le titulaire doit, sous sa responsabilité et à ses frais, veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour assurer la sécurité de son personnel dans les locaux et les parties d'ouvrages mis en œuvre par ses soins.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, disposant des agréments requis, en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal et ayant reçu préalablement une formation réglementaire y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

En cas de difficultés ou d'accidents survenant dans l'enceinte militaire lors de la réalisation des prestations, le titulaire ne peut en rejeter la faute sur l'acheteur ; la responsabilité et la sécurité du personnel lui incombent en totalité.

4.6 Droits et obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à assurer le plein succès de réalisation des prestations.

L'EdA est tenu d'informer le titulaire des modifications substantielles du contexte du projet ou de ses conditions de mise en œuvre.

L'EdA s'engage à ne pas divulguer d'informations touchant aux prix ou aux conditions d'exécution du titulaire.

L'acheteur s'engage à utiliser les fournitures conformément à leur usage et selon les recommandations des constructeurs.

ARTICLE 5 – GARANTIE et SAV

Les fournitures sont, au minimum, couvertes par la durée légale de garantie des fournitures.

Les conditions d'échange, de garantie et de SAV minimales, après admission des prestations, sont les suivantes :

Période de couverture de la garantie :

- Pièces et main d'œuvre : d'un (1) an
- Pièces uniquement : deux (2) années supplémentaires, soit une durée totale de trois (3) ans

Les autres conditions sont celles précisées dans les conditions générales de vente du fournisseur à partir de la date de mise en service.

Toutefois, les remplacements des fournitures défectueuses, présentant un défaut de matière ou de fabrication, seront à assurer par le titulaire.

ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE

En application de l'article 3.6 du CCAG/FCS, et conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution de prestations objet de l'accord-cadre à bons de commande, sous réserve de l'acceptation du/des sous-traitant(s) par l'acheteur.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre à bons de commande est interdite. Le titulaire doit faire accepter chaque sous-traitant, notamment au regard des règles d'habilitation, et faire agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par l'acheteur. En cas de sous-traitance de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution des prestations (directement ou indirectement exécutées par ses sous-traitants).

Le titulaire doit obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si un sous-traitant est accepté postérieurement à la notification, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance (envoi du DC4) à l'acheteur dans un

délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa demande. Tout retard peut donner lieu à l'application d'une pénalité ou une résiliation en cas de sous-traitance occulte.

Au moment de la facturation, en cas de sous-traitant admis au bénéfice du paiement direct, le titulaire indique le montant que l'acheteur doit régler directement au sous-traitant (DC4).

ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION

Durant toute la durée de l'accord-cadre, l'EdA, reste le seul intermédiaire entre les destinataires des fournitures et le titulaire ; les contacts directs entre titulaire et clients finaux ne sont pas tolérés sauf autorisation expresse et écrite de l'EdA.

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte (ex : rappel de produit en cas de défaut de fabrication...) envers l'acheteur lors de la réception de la commande.

Chaque action est formalisée par une fiche d'intervention rédigée par le titulaire.

7.1 Fournitures ou prestations complémentaires

Toutes prestations complémentaires (dans la limite du montant maximum prévu sur la durée totale du marché) donnent lieu à l'établissement d'un devis par le titulaire. Le devis est ensuite transmis au pouvoir adjudicateur pour validation par le service commanditaire.

Le devis comprend au minimum, la prestation à réaliser, le mode de facturation ainsi que le tarif associé (total HT et TTC).

Le délai est variable en fonction de l'urgence de la demande.

L'émission d'un devis par le titulaire n'engage pas l'acheteur. Seuls les devis validés et acceptés donnent lieu à l'émission d'un bon de commande qui engage le pouvoir adjudicateur.

7.2 Emission du bon de commande

Les adresses et les modalités d'accès au site sont indiquées dans chaque bon de commande ou font l'objet d'une communication ultérieure par l'acheteur.

Les bons de commande sont exclusivement émis par voie électronique. Aucune commande ne peut être prise en compte si elle est passée oralement.

Le courriel de confirmation, adressé au service de l'acheteur qui a émis le bon de commande, doit comporter au minimum les informations suivantes :

- les références de l'accord-cadre ;
- les références de la commande (date, numéro, destination) ;
- l'objet de la commande ;
- le code service EdA (ex : DIO_INFRA) ;
- la référence, le libellé et le prix de chaque prestation et fourniture ;
- la date et le lieu d'exécution des prestations ;
- la valorisation de la commande.

En cas d'incapacité du titulaire de satisfaire aux exigences de la réglementation spécifique, les matières dangereuses font l'objet d'une préparation distincte afin d'être adressées à un spécialiste agréé ; cette incapacité n'est donc pas un motif d'exclusion de l'accord-cadre.

7.3 Préparation et suivi d'exécution

7.3.1 Phase préparatoire

Dans les huit (8) jours calendaires suivant la notification du marché, le titulaire convient d'un rendez-vous avec l'acheteur afin de définir clairement l'exécution pratique des prestations.

Le titulaire doit s'assurer de la bonne exécution du marché en désignant un représentant en charge du suivi de la prestation. Ce représentant constitue le correspondant privilégié de l'acheteur pour l'ensemble des obligations contractuelles. Les nom et coordonnées de ce représentant sont communiqués lors de la réunion préparatoire.

7.3.2 Planning d'intervention

Avant le démarrage des prestations, le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent obligatoirement valider le planning d'intervention définitif avec le responsable désigné par le site bénéficiaire. A ce titre, le document validé devient contractuel.

7.3.3 Vérification et admission des prestations

Le titulaire demeure responsable des prestations jusqu'à décharge par contrôle contradictoire ou vérification du service fait. Toute clause contraire mentionnée sur une facture ou tout autre document est réputé nulle et non avenue.

Les vérifications sont effectuées par l'acheteur ou son représentant.

a) Admission des prestations

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS, les prestations sont admises au moment de la validation de l'intervention par le directeur du site ou son représentant.

Après certification du service fait par le directeur du site ou son représentant et au vu du rapport d'intervention établi, l'acheteur détermine si les prestations peuvent être admises avec (ou sans) pénalité pour la période concernée.

b) Ajournement des prestations

Si la qualité du travail réalisé est jugée insuffisante par le pouvoir adjudicateur, un délai de huit (8) jours calendaires est accordé au titulaire afin de remédier aux insuffisances constatées en intervenant à nouveau conformément aux dispositions des marchés.

c) Rejet des prestations

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations ne sont pas conformes aux besoins et que ces dernières ne permettent pas (ou plus) un ajustement ou une réfaction, il notifie une décision de rejet.

7.4 Annulation

Le titulaire est informé que l'EdA peut être amené à annuler un bon de commande.

Pour les prestations non exécutées, le titulaire peut, sur la base de justificatifs, prétendre à une indemnité correspondante aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles et, le cas échéant à la perte de la marge bénéficiaire qu'aurait dégagée l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le bon de commande.

En tout état de cause, cette indemnité ne saurait être supérieure à 5% du montant HT du bon de commande concerné. Le titulaire est informé que la réception d'un livrable, produit ou d'une prestation ne fait pas automatiquement l'objet d'un règlement et que celui-ci peut être partiel.

7.5 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'Economat des Armées peut faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et tous moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et qui sont nécessaires à l'exécution de ce dernier par le tiers désigné par l'acheteur.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant des fournitures ou prestations concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 250 euros H.T.

ARTICLE 8 – FACTURATION ET AUTRES MODALITES FINANCIERES

8.1 Facturation

Le marché fait l'objet d'une facture dès complète exécution des prestations.

Le paiement des factures n'intervient qu'après que l'EdA ait accepté les prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via la plateforme sécurisée Chorus Portail Pro (CPP), accessible via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes :

- La raison sociale et l'adresse de l'acheteur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le n° SIRET de l'acheteur ;
- le code service de l'acheteur tel qu'il est précisé dans le bon de commande (ex : DFR_CCN) ;
- les références du bon de livraison pour les fournitures ou du rapport d'admission pour les prestations ;
- la nature des fournitures livrées/prestations réceptionnées et leur prix unitaire H.T. ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- les taux et montant des taxes, le cas échéant ;
- le montant total H.T. et T.T.C. de la commande, le cas échéant.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable de l'acheteur - est allongé et la mise en règlement retardée.

Les écarts entre bon de commande et livraison réelle font l'objet d'un avoir de la part du titulaire.

8.2 Délais de paiement

Les factures établies par le titulaire sont réglées dans un délai ne pouvant excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'admission par l'acheteur des fournitures ou des prestations.

8.3 Modalités de paiement

Le mode de règlement est le virement établi par la Direction Financière de l'EdA au profit du compte bancaire du titulaire (indiqué dans son offre). Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance de l'acheteur par le titulaire, et formalisée par la transmission d'un RIB.

Le mode de règlement par le titulaire au profit de l'acheteur est le virement bancaire.

8.4 Intérêts moratoires

À défaut de paiement sous trente (30) jours au maximum suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire ou à l'acheteur selon le modèle économique concerné.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue à l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

En outre, la partie n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

8.5 Nantissement et cession de créance

L'EdA délivre au titulaire, sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commandes en nantissement. Toute cession de créances est directement notifiée au comptable de l'EdA par l'établissement cessionnaire.

ARTICLE 9 – PENALITES

Les pénalités prévues dans le présent marché visent à garantir la bonne exécution des prestations attendues. Elles sont cumulables entre elles dans la limite de 20 % du montant total HT du marché.

Le montant des pénalités applicables est notifié par l'acheteur au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de donner une date certaine à l'envoi.

Dans le cas où le titulaire souhaite contester la pertinence ou le montant des pénalités, il dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la notification pour transmettre à l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, un courrier précisant le(s) motif(s) de sa contestation, accompagné des justificatifs prouvant la nature infondée des pénalités appliquées.

Passé ce délai, le montant de ces pénalités est réputé accepté sans réserve.

9.1 Pénalité pour retard ou manquement

Lorsque le titulaire ne fournit pas les prestations conformes à celles demandées, il encourt une pénalité forfaitaire comprise entre 250 € HT et 2500 € HT par non-conformité constatée, selon son degré de gravité ou de risque pour le bénéficiaire ou pour l'EdA.

Nature du manquement	Montant forfaitaire par manquement constaté
Manquement mineur	250 € HT
Manquement majeur	1000 € HT
Manquement bloquant	2500 € HT

Exemples :

- **Manquement mineur** : manquement ne perturbant pas la remise en service ou n'empêchant pas les approvisionnements et l'exploitation des chambres froides.
- **Manquement majeur** : manquement nécessitant une réorganisation interne des moyens de stockage et d'exploitation et nécessitant des interventions force ou extérieures.
- **Manquement bloquant** : Retard provoquant une impossibilité de remise en service des chambres froides, une mise en stock des denrées et une remise en service de l'exploitation dans des bonnes conditions. En cas de retard dans la mise en place des prestations attendues, sans accord préalable d'un report avec l'EdA, une pénalité de 2500 € HT par jour de retard est appliquée.

Exemple :

Si lors de la remise en température des chambres froides aux dates prévues, il est relevé une impossibilité de recharger, de mettre en stockage les denrées ou de les exploiter dans de bonnes conditions de température, l'entreprise sera pénalisée par les indemnités de retard et devra prendre toutes dispositions pour réparer dans les plus brefs délais.

9.2 Pénalité pour non-respect des dispositions des pièces du marché

En cas de non-respect des dispositions des pièces du marché (ex : non soumission de l'attestation d'assurance), le titulaire peut se voir infliger une pénalité forfaitaire de 300 € H.T. par non-respect constaté.

Le non-respect d'une obligation du marché est constaté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire défaillant par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

ARTICLE 10 – RESILIATION

10.1 Résiliation d'un commun accord des parties

Les parties peuvent demander à résilier d'un commun accord le marché. Dans ce cas, elles conviennent de la date à laquelle il prend fin.

10.2 Résiliation par l'acheteur

La résiliation peut intervenir :

- en cas de non-respects des engagements contractuels par le titulaire ;
- en cas de faute grave ou de non exécutions répétés des prestations ;
- dans les cas prévus aux articles 39 à 42 du CCAG/FCS ;

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : l'acheteur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée.

Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de faute du titulaire, l'acheteur prononce la résiliation du marché.

La résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de date de résiliation fixée dans la décision, il est fait application d'un préavis de trente (30) jours ouvrés courant à partir du lendemain de la date de réception de la lettre valant décision de résiliation.

En cas de résiliation du marché, les parties sont responsables jusqu'à complète exécution de leur engagement contractuel.

10.3 Résiliation en cas de force majeure

Les parties ne peuvent pas être tenues pour responsables si la non-exécution ou le retard dans l'exécution d'une quelconque de leurs obligations découle d'un cas de force majeure.

La force majeure s'entend de tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1218 du Code civil.

La partie constatant l'événement informe sans délai l'autre partie de son impossibilité à exécuter la prestation. La suspension des obligations ne peut en aucun cas être une cause de responsabilité pour non-exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.

ARTICLE 11 – LITIGES ET DIFFERENDS

Le droit français s'applique au présent accord-cadre.

En cas de litige pendant son exécution, le règlement amiable est privilégié. En cas de litiges répétés sans amélioration, l'EdA peut le résilier aux torts du titulaire après envoi d'une mise en demeure.

A défaut d'un règlement amiable, il peut être recherché la solution juridictionnelle devant le tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 12 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du présent CCP viennent déroger à certains articles du CCAG/FCS et listés exhaustivement ci-dessous :

CCAP	CCAG/FCS
Article 2 - Pièces contractuelles	Article 4 - Pièces contractuelles
Article 7.3.3 – Vérification et admission	Articles 27 à 30 - Opérations de vérification
Article 9 – Pénalités	Article 14 – Pénalités
Article 10 - Résiliation	Chapitre 7 – Résiliation (articles 38 à 45)